

DISCOURS DE BIENVENUE DE S.E. DR MAMADOU TANGARA

*À L'OUVERTURE DE LA SESSION DÉLOCALISÉE DU COMITÉ CONJOINT
SUR LES AFFAIRES POLITIQUES, LA PAIX, LA SÉCURITÉ ET LE
MÉCANISME AFRICAIN D'ÉVALUATION PAR LES PAIRS (MAEP), LES
AFFAIRES JURIDIQUES ET LES DROITS DE L'HOMME, LE COMMERCE,
LA DOUANE ET LA LIBRE CIRCULATION, LES AFFAIRES SOCIALES, LE
GENRE, L'AUTONOMISATION DES FEMMES ET LES PERSONNES
HANDICAPÉES*

28 AVRIL 2025, BANJUL, LA GAMBIE

Monsieur le Président et Honorables Membres de la Sixième Législature du Parlement de la CEDEAO,
Honorables Ministres, Hauts Fonctionnaires du Gouvernement,
Distinguées Dames et Messieurs, Invités,

Permettez-moi tout d'abord de vous souhaiter la bienvenue, au nom du Gouvernement et du peuple gambien, dans votre seconde maison – la Côte Souriant de l'Afrique.

Votre décision d'organiser cette importante session délocalisée à Banjul témoigne clairement de votre ferme engagement à rapprocher la CEDEAO de ses citoyens. Le Gouvernement gambien salue cette noble initiative de la Sixième Législature, d'autant plus significative qu'elle coïncide avec le 50^e anniversaire de la fondation de la CEDEAO.

Honorables Membres, Distinguées Dames et Messieurs,

Célébrer 50 ans dans la vie d'une organisation n'est pas une mince affaire. Votre session conjointe d'aujourd'hui sur le thème crucial : « Considérer les impacts politiques, socio-économiques et humanitaires du retrait du Burkina Faso, du Mali et du Niger de la CEDEAO », intervient à un moment charnière pour notre organisation régionale phare.

Ce moment est crucial non seulement pour réfléchir à son histoire, son évolution, ses défis et sa pertinence, mais aussi pour évaluer ses réalisations, ses étapes importantes et sa trajectoire future.

Quel type de CEDEAO voulons-nous pour les cinquante prochaines années ? Voilà la question que nous devons nous poser à ce tournant critique. Je crois que votre comité conjoint y réfléchira ainsi qu'à d'autres questions importantes alors que nous faisons face à la décision souveraine, mais regrettable, de nos frères du Burkina Faso, du Mali et du Niger de se retirer de la CEDEAO.

Nous sommes tous meilleurs ensemble, comme une seule famille ; une Afrique de l'Ouest unie avec une histoire, une géographie et un destin communs. Nous pouvons surmonter nos désaccords et nos différences. Nous avons la capacité, la volonté et la détermination nécessaires pour atteindre l'unité régionale.

Notre unité fait notre force. Œuvrons pour l'unité africaine, telle que rêvée et portée par les pères fondateurs de la CEDEAO et de l'Union africaine.

Excellences, Distingués Invités, Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi de partager quelques réflexions alors que vous vous apprêtez à examiner de manière approfondie les conséquences de ce retrait et son impact sur nos instruments et nos relations futures avec les États concernés.

Au cœur de la fondation de la CEDEAO se trouvait la reconnaissance de la nécessité d'un panafricanisme renforcé, de l'unité africaine, de la solidarité et de l'émancipation économique de nos États vis-à-vis des vestiges du colonialisme à l'ère post-indépendance.

Je rends hommage à nos pères fondateurs qui ont formulé cette vision d'unité régionale et de prospérité mutuelle. Leur vision demeure pertinente, et nous devons aujourd'hui redoubler d'efforts pour raviver cet esprit de solidarité africaine authentique et de panafricanisme.

Excellences, Distingués Invités, Mesdames et Messieurs,

À l'échelle continentale, notre Vision 2063 repose sur la réalisation de l'unité africaine, de l'intégration et de la prospérité. Les Communautés Économiques Régionales sont reconnues comme les piliers de cette aspiration continentale. Le retrait de l'un de ces piliers par un État membre compromet l'unité, l'intégration et la solidarité africaines.

Nous devons donc continuer à ajuster notre diplomatie et notre engagement envers nos frères pour mettre fin à cet isolement auto-imposé en consolidant les acquis de la famille CEDEAO. Nous ne devons ni perdre espoir ni adopter l'abandon comme politique.

Nous devons continuer à dialoguer avec ces États de manière fondée sur des principes, en adoptant des approches stratégiques et mutuellement bénéfiques. Ce qui est en jeu, c'est la viabilité des États face aux tensions géopolitiques et à un contexte sécuritaire difficile dans le Sahel et l'ensemble de la région ouest-africaine. Le pragmatisme doit guider nos interactions.

Notre démarche doit également reposer sur un engagement constant à préserver les acquis de la CEDEAO au cours des cinquante dernières années. Certains de nos pays jouissent

aujourd'hui de la paix grâce aux sacrifices et à la contribution inestimable de la CEDEAO et de ses États membres.

La libre circulation des biens et des personnes est devenue une norme imitée à travers le monde. Il existe une meilleure coordination régionale sur les questions critiques de développement. Les infrastructures régionales s'améliorent rapidement.

Ces acquis sont désormais attendus et appréciés par les citoyens de la région. Nous ne pouvons les décevoir et devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour préserver ces avancées.

Excellences, Distingués Invités, Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi de relever une idée reçue selon laquelle la démocratie participative et la bonne gouvernance seraient des concepts étrangers à l'Afrique. Les citoyens africains ont des attentes légitimes : participer au choix de leurs dirigeants, être gouvernés dans la justice, l'état de droit et le respect des droits humains.

Ces valeurs communes ne doivent pas être compromises ou sacrifiées sur l'autel de la commodité politique. La promotion, la protection et la défense des droits de nos citoyens doivent guider notre évolution au cours des cinquante prochaines années, si nous voulons une CEDEAO des Citoyens.

C'est le moment d'une diplomatie plus pragmatique et d'un engagement accru, non d'un isolement ou d'un repli. Nos préoccupations sécuritaires nationales ne peuvent être résolues qu'au moyen d'une coordination régionale renforcée. Aucun État de la région n'est en sécurité si ses voisins ne le sont pas.

Par conséquent, nos échanges avec les États concernés ne doivent pas laisser de côté les peuples de la région. Notre histoire commune, la diversité de nos peuples, notre géographie partagée, notre riche culture, notre sécurité collective et notre prospérité mutuelle nous imposent de rechercher l'unité, l'intégration et la prospérité.

Le pragmatisme et des recommandations tournées vers l'avenir doivent guider nos délibérations. Nos points communs nous obligent à peser fortement les répercussions régionales de nos choix et décisions.

Encore une fois, je vous remercie pour l'honneur qui m'est fait de m'adresser à cette assemblée distinguée de Membres Honorables du Comité Conjoint de la Sixième Législature du Parlement de la CEDEAO. Soyez les bienvenus chez vous. Profitez de votre séjour. Explorez la Côte Souriant !

Je vous remercie tous.